Peut-on dire que la sécurité s'oppose à la liberté ?

Le principe est : plus on pédale moins vite moins on avance plus vite. Plus il y a de sécurité, moins il y a de liberté

Tout commence avec le Contrat Social de Rousseau. Il explique que le principe même de l'organisation en société, c'est que chaque individu renonce à une part de sa liberté, la délègue à l'État pour que celui-ci de charge de sa sécurité à sa place. Le citoyen renonce à la liberté de se faire justice soi-même, de se venger, d'établir tout seul ses propres règles. Ça marche à condition que ce soit un contrat, et qu'il soit respecté des deux côtés.

Tout commence à déraper lorsque l'État, au lieu de se servir des forces de l'ordre pour assurer la sécurité des citoyens, l'utilise à son profit pour garantir sa propre sécurité, conforter son propre pouvoir. Alors les forces de sécurité sont utilisées pour réprimer le peuple pour limiter sa liberté d'expression et de contestation, et non pas pour la garantir, non pas pour garantir ses droits. Et l'on dérive lentement vers l'illibéralisme, vers le pouvoir autoritaire, vers une forme de fascisme.

L'autre dérive possible est que ceux qui sont chargés de la sécurité se mettent à voir les choses de leur propre point de vue et non plus de celui des citoyens. Ce serait tellement plus pratique si on pouvait surveiller tout le monde et contrôler tout le monde. En vrai, on ne peut pas, mais on rêve qu'on pourrait et qu'on serait plus efficace. On réduirait donc autant que possible la liberté des citoyens, sous le prétexte que parmi eux il y a des délinquants. C'est le principe que Michel Foucault appelle Surveiller et Punir.

Reprenons la formule : plus on pédale moins vite moins on avance plus vite, mais à l'envers : plus il y a de liberté et moins il y a de sécurité. Puis la délinquance, plus la criminalité augmente, plus on prend la liberté d'ignorer les lois, de faire tout ce qu'on a envie de faire, et moins les autres sont en sécurité. C'est l'approche des libertariens qui voudraient qu'il y ait le moins de règles possible, le moins d'État possible, le moins de contrat social possible, qui voudraient la liberté la plus grande, mais pour eux, pas pour les autres. Elon Musk veut toute la liberté possible pour lui-même, mais aucune de ses entreprises ne fonctionne en autogestion ou en coopérative ouvrière, la liberté pour moi mais pas pour les autres.

Il y a également la question de la liberté théorique face à la liberté réelle. En théorie j'ai tout à fait le droit, la liberté d'aller passer un mois de vacances à Dubaï. En réalité je n'ai aucune possibilité d'exercer cette liberté car je n'en ai pas les moyens. Nous n'avons pas tous la même capacité à exercer les libertés qui pourtant nous sont garanties par la Constitution. Et nous n'avons pas les mêmes moyens de garantir notre sécurité.

En franc-maçonnerie la question de la liberté est fondamentale. Pourtant nous passons notre temps à nous créer des entraves : nous prêtons des "obligations", c'est-à-dire nous prenons des engagements, qui consistent à respecter certaines règles. Nous suivons des rituels, nous avons des modes de fonctionnement, des manières de travailler, et nous affirmons que ce sont ces règles ces contraintes qui nous permettent d'être libres parce que justement elles nous garantissent un espace de sécurité dans lequel nous pouvons exercer notre liberté : liberté de penser de s'exprimer, d'échanger avec les autres.

Au-delà du Contrat social de Rousseau la sécurité ne peut pas être seulement l'affaire des forces de sécurité, ni des pouvoirs publics. Si une personne se fait agresser dans le métro et qu'on intervient pas, qu'on attend que les forces de sécurité arrivent, alors nous sommes dans la non-assistance à personne en danger et personne n'est en sécurité. La sécurité est d'autant plus forte que tout le monde est solidaire, c'est cette solidarité, c'est la solidité du corps qui limite les capacités d'action des délinquants... et des gouvernants.

Je terminerai par une formule attribuée à Benjamin Franklin, un des fondateurs des USA, accessoirement franc-maçon :

« Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux»